

Points clés

• Pour dominer dans les conflits futurs, Moscou doit miser sur la guerre de l'information et le renforcement des capacités des pays alliés à titre préventif. Dans la phase active du conflit, des opérations à la fois ciblées et massives (de par leur caractère simultané et étendu) lui assureront la victoire.

• Les navires d'assaut amphibies que la Russie projette de construire à Kertch ne permettraient pas de conduire efficacement des opérations de débarquement. En revanche, ils pourraient être utilisés à des fins de lutte antiaérienne, antimissile et antinavire.

« Art de la guerre »

Selon les experts militaires A. Serjantov, S. Majouga et V. Loiko, **la stratégie mise en place pendant la période « pré-confliktuelle » sera déterminante pour l'issue des conflits futurs.** En particulier, la domination dans la « guerre de l'information » sera décisive pour influencer les forces armées ennemies et les populations, ainsi que pour créer ou prévenir les situations de « chaos contrôlé ». Dans cette optique, **il convient d'élargir la nouvelle stratégie russe d'engagement limité en y incluant des mesures non-militaires.** En outre, **il est important de renforcer les capacités militaires des pays alliés,** ainsi qu'aider à la consolidation de leurs régimes pour prévenir toute déstabilisation intérieure. **Pendant la phase active du conflit, il faudra privilégier les opérations de grande envergure, affectant simultanément plusieurs sites/infrastructures critiques adverses.** Dans certains cas, l'objectif sera la « destruction fonctionnelle » (et non physique) de l'ennemi. Il s'agira, par exemple, d'exploiter les vulnérabilités du système de commandement et de contrôle d'un adversaire technologiquement supérieur (*Nezavissimoïe Voïennoïe Obozrenie*, 27 septembre 2019).

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour K. Sivkov, correspondant de l'Académie des sciences des missiles et de l'artillerie russe, **les deux futurs navires d'assaut amphibies russes** (dont la construction aurait lieu à Kertch en Crimée et qui devraient entrer en service à l'horizon 2027) **répondraient mieux aux objectifs de la flotte russe que le Mistral de par leur système de défense antiaérienne. Cependant, leurs capacités de débarquement seront limitées.** Ils ne pourront emporter que quatre à six hélicoptères de débarquement Ka-29, d'une capacité de charge jusqu'à quatre tonnes (excluant le transport de véhicules lourds de types blindés) avec un équipage limité à 16 personnes. Une opération nécessitera donc plusieurs sorties, au risque de pertes importantes. Plus généralement, **l'aviation russe n'offre les conditions nécessaires à la conduite d'opérations de débarquement qu'à une distance relativement faible du territoire.** En effet, de telles opérations requièrent une domination navale et aérienne dans la zone de débarquement pendant une longue période. Or, l'aviation de défense côtière ne permet cette domination qu'à une distance maximale de 500 km. En outre, l'aviation ne peut fournir un appui-feu suffisant que dans un rayon de 600 à 700 km. À cette distance, les avions de transport militaire actuels sont largement suffisants (donc les navires d'assaut – inutiles). Néanmoins, **on peut supposer que la mission de ces bâtiments sera bien plus large que celle liée aux opérations de débarquement. Ils pourraient être utilisés comme porte-avions légers pour réaliser des missions de contrôle et de lutte antinavire, antiaérienne ou anti-sous-marine** (*Voïenno-Promychlennyï Kourier*, 24 septembre 2019).

A. Tsyganok, membre correspondant de l'Académie des sciences militaires, souligne l'importance des outils de guerre radio-électroniques dans les conflits contemporains. En particulier, leur utilisation permet de fragiliser la défense antiaérienne ennemie avant de lancer une première frappe massive. Ces instruments jouent également un rôle clé dans la « guerre de l'information » en brouillant les communications de l'adversaire. Pour Moscou, **l'un des principaux objectifs dans ce domaine devrait être la création de drones furtifs capables de pénétrer l'espace aérien de l'ennemi afin de mener des opérations de guerre électronique à plus courte**

Points clés

- Moscou envisage le traité New START avant tout comme un instrument de marchandage. Tous les scénarios sont donc possibles à l'horizon 2021, de la reconduction du traité à l'identique à son abandon.
 - La reprise de la conception du système de missiles sur rails Bargouzine pourrait être envisagée suite à l'abandon du traité FNI.
 - Selon certains experts, les systèmes utilisés lors des exercices de tirs de missiles Grom-2019 semblent révéler la vétusté de la triade nucléaire russe.
-

distance (*Nezavisimoe Voïennoïe Obozrenie*, 20 septembre 2019).

L'expert militaire A. Golts nuance l'optimisme affiché par le ministre de la Défense russe S. Choïgou dans une récente interview quant à l'état de l'armée russe. L'annonce de la formation de 16 000 officiers en 2019 ne doit pas masquer l'insuffisance des effectifs de l'armée : à moins que ces derniers n'augmentent sensiblement, les nouveaux officiers « n'auront personne à commander ». Les inspections surprises, depuis celle de 2013 qui avait été un fiasco, n'accueillent plus d'observateurs extérieurs. Elles servent essentiellement à complaire au Président russe et permettent, en outre, de contourner le Document de Vienne visant à limiter l'activité militaire en Europe. L'affirmation de S. Choïgou selon laquelle 90 % des pilotes militaires russes auraient participé à l'opération en Syrie est également très exagérée. Enfin, l'appel du ministre à une augmentation des dépenses militaires s'inscrit dans un contexte d'opacité croissante de celles-ci ; or, seul un contrôle civil de ces dépenses permettrait de s'assurer de leur efficacité. A. Golts estime enfin que les rumeurs de corruption (évoquées par S. Choïgou lui-même) pourraient évoluer vers un scandale de grande ampleur, les élites cherchant à éloigner ce ministre très populaire de la future compétition pour le pouvoir (*Otkrytie Media*, 27 septembre 2019).

Nucléaire et dissuasion

Pour l'expert militaire P. Louzine (université de Perm), en matière de désarmement nucléaire, trois scénarios sont possibles : 1) **scénario « conservateur » : la Russie tentera de prolonger le traité New START à l'identique** pour 5 à 10 ans après 2021. Cela lui permettrait de conserver sa crédibilité à l'international et de maintenir une certaine prévisibilité stratégique. 2) **scénario « piège à miel » : la Russie proposera une diminution supplémentaire du nombre d'armes autorisées par le traité** – par exemple, en passant de 700 à 500 vecteurs (elle en compte aujourd'hui un peu plus de 500). Cette réduction marginale des capacités russes permettrait à Moscou de retirer des dividendes diplomatiques et de provoquer des dissensions entre Américains et Européens. 3) **scénario « radical » : le Kremlin « laissera mourir » le traité New START**. Il pourrait alors renoncer à toute transparence en matière d'armes nucléaires, jusqu'à ce que Washington engage des négociations sous la pression de ses alliés. Cela permettrait à Moscou de promouvoir son agenda au-delà de la question nucléaire. De fait, **le traité New START n'a plus de valeur intrinsèque pour la Russie**, qui l'envisage essentiellement comme un atout dans son jeu de politique étrangère (*Riddle*, 30 septembre 2019).

Le rédacteur en chef de *Natsionalnaïa Oborona* I. Korotchenko estime que **Moscou pourrait envisager de reprendre la conception du système de missiles sur rails Bargouzine** dans la perspective du déploiement de missiles américains à portée intermédiaire en Asie ou en Europe. Selon V. Toutchkov, de *Nezavisimaaïa Gazeta*, l'avantage principal du *Bargouzine* réside dans sa discrétion qui lui permet d'échapper à la détection ennemie, préservant ainsi le potentiel de riposte nucléaire. En outre, les missiles nucléaires *Yars* qu'il devrait embarquer sont rapides, précis et dotés de leurres, et peuvent donc percer les systèmes de défense antimissile ennemis (*Svobodnaïa Pressa*, 14 octobre 2019).

A. Golts pointe l'utilisation de sous-marins et de missiles obsolètes, comme le missile R-29R (dont la production a commencé dans les années 1970) et le SNLE *Riazan*, lors des récentes manœuvres *Grom-2019*. Le recours à ces systèmes dans des exercices majeurs remet en cause les chiffres officiels selon lesquels la triade nucléaire russe serait constituée à 82 % d'équipements modernes (*Ejednevnyi Journal*, 21 octobre 2019).

Élites / Siloviki

Pour D. Volkov (Centre Levada) et A. Kolesnikov (Centre Carnegie de Moscou), **V. Poutine retarde l'initiation du processus de transition afin de conserver son influence sur les élites**. Il considère, en outre, que la Russie a moins besoin d'un successeur unique (comme sous Eltsine) que d'une « génération de successeurs », ou « génération Poutine ». **Deux scénarios sont possibles après 2024 : si le système est suffisamment stable, V. Poutine endossera un rôle symbolique de « chef de**

Points clés

- Le maintien du « système Poutine » après 2024 semble assuré. Les élites y ont intérêt pour conserver leur accès aux ressources, tandis que la population, faute d'alternative, soutient majoritairement la réélection du président actuel.
 - Certains experts envisagent S. Kirienko comme un successeur potentiel de Vladimir Poutine.
 - Le projet de coopération ukraino-biélorusse en matière de missiles récemment évoqué par A. Loukachenka témoigne de l'éloignement stratégique entre la Russie et la Biélorussie.
 - La mise en œuvre de la « formule Steinmeier » se heurte à de nombreux obstacles d'ordre sécuritaire et politique et risque *in fine* de fragiliser le président Zelensky.
-

la nation » ; dans le cas contraire, il se représentera. La baisse de popularité du président (64 % en janvier 2019) ne s'accompagne pas d'un accroissement de celle des autres figures politiques. Ne voyant pas d'alternative, **plus de 50 % des Russes souhaitent « par défaut » le maintien de V. Poutine après 2024.** En tout état de cause, les élites (en particulier au sein de l'Administration présidentielle et des *siloviki*) chercheront à maintenir les principales caractéristiques du système politique russe actuel après 2024 : les élites civiles (libéraux du système et technocrates) s'efforceront de préserver sa stabilité, les *siloviki* – de définir son cadre idéologique. Ces derniers continueront d'invoquer des « menaces » extérieures et intérieures pour s'accaparer les ressources financières nationales. **Les élites actuelles ont aussi intérêt à préserver leur place dans le système pour assurer le transfert des principales ressources et fonctions de l'État (entreprises, ministères) à leurs enfants,** un processus déjà entamé. L'émergence d'une nouvelle génération de technocrates n'est pas synonyme de changement : elle vise à améliorer la gestion du système sans le modifier substantiellement. En outre, l'aval des *siloviki* reste nécessaire à l'obtention de postes clés (*Centre Carnegie de Moscou*, 3 octobre 2019).

Pour K. Gaaze, chercheur associé au Centre Carnegie de Moscou, le directeur adjoint de l'Administration présidentielle **S. Kirienko est parvenu à renforcer sensiblement son influence** par une stratégie du « chaos contrôlé » : il laisse se développer les conflits entre les élites et n'intervient que lorsque la situation dégénère en crise, renforçant ainsi sa position. Ses initiatives destinées à l'émergence de nouvelles élites (comme le concours « Leaders de Russie ») pourraient servir de base à la formation de son propre mouvement politique à l'horizon des élections législatives de 2021. **La consolidation de son statut d'intermédiaire entre l'État et la société pourrait lui permettre de prendre la tête de l'État en 2024** (*Meduza*, 7 octobre 2019).

Biélorussie

Pour l'expert militaire de *Svobodnaïa Pressa* S. Ichtchenko, **en matière de conception de missiles, la Biélorussie n'a que deux alliées : la Chine et l'Ukraine.** Moscou a ainsi livré quatre systèmes *Iskander-E* à Erevan en 2018, mais refuse d'en fournir à Minsk. **La conception conjointe d'un missile avec l'Ukraine récemment évoquée par A. Loukachenka s'inscrit dans ce contexte.** L'objectif serait de concevoir un missile de croisière d'une plus longue portée que le M-20 conçu avec la Chine (300 km) pour en équiper le système de missiles biélorusse *Polonez*. Plus précisément, Minsk cherche probablement à se doter d'un équivalent du missile russe R-500 dont la portée, selon certains experts, pourrait atteindre 2 000 km. Le système *Polonez* deviendrait alors un équivalent de l'*Iskander*. Cette initiative témoigne de l'éloignement stratégique russo-biélorusse et montre l'« hypocrisie » de la neutralité biélorusse vis-à-vis du conflit en Ukraine (*Svobodnaïa Pressa*, 6 octobre 2019).

D'après A. Podberezkine, directeur du Centre des études politico-militaires du MGIMO, le renforcement récent des capacités militaires de l'OTAN le long de la frontière russe nécessite une réaction. En particulier, dans le cas d'une intervention occidentale *via* la Biélorussie, l'armée biélorusse ne serait pas en mesure d'arrêter les forces de l'OTAN. **Moscou doit donc augmenter l'effectif de ses forces armées sur son flanc Ouest, mais aussi envisager l'établissement de bases militaires terrestre et aérienne en Biélorussie** (*RNS*, 1^{er} octobre 2019).

Ukraine

Selon S. Outkine de l'IMEMO, **les enjeux sécuritaires sont cruciaux pour le succès de la « formule Steinmeier » sur le règlement du conflit ukrainien.** Il est indispensable d'encadrer le retrait des combattants de la zone de front afin d'empêcher qu'une des deux parties n'en profite pour gagner du territoire et pour prévenir l'apparition d'une « zone grise ». Le recours à un contingent international de maintien de la paix s'impose également dans la tenue des élections pour prévenir toute violence, qui menacerait le processus de paix dans son intégralité. En outre, la proposition de la Biélorussie de prendre en charge la sécurisation de la frontière russo-ukrainienne dans les régions séparatistes mérite d'être étudiée (*Centre Carnegie de Moscou*, 2 octobre 2019).

Points clés

- Moscou devrait tirer profit de l'intervention turque en Syrie pour consolider son rôle de médiateur.
 - Associer l'Arabie saoudite au règlement du conflit syrien et favoriser le retour de la Syrie dans la Ligue arabe permettrait à Moscou de limiter le poids de la Turquie et de l'Iran en Syrie.
 - La Russie aurait intérêt à disposer de bases navales au Mozambique et au Soudan afin de disposer d'un accès direct à l'Océan indien.
-

Pour E. Tchimiris et O. Pylova du *Russian International Affairs Council*, il existe plusieurs obstacles majeurs à la réussite de la « formule Steinmeier ». Notamment, **il faudrait associer des représentants des régions séparatistes au débat sur la loi encadrant leur autonomie**, afin d'obtenir l'assentiment des populations concernées. La question linguistique est vouée à devenir « une bombe à retardement » si les deux parties ne s'accordent pas sur un compromis. Cependant, le principal problème concerne le contrôle de la frontière. Les dirigeants séparatistes redoutent un blocage des échanges avec le Sud de la Russie, devenus vitaux pour l'économie de leurs régions. Enfin, vu de Kiev, **la validation de la « formule Steinmeier » fragilise la position du pouvoir en place et accroît le risque d'une tentative de déstabilisation par une partie de l'élite toujours fidèle à l'ancien président Porochenko** (*Russian International Affairs Council*, 3 octobre 2019).

P. Louzine estime que Kiev préfère un gel durable du conflit à sa résolution rapide car il ne dispose pas des ressources nécessaires à la reconstruction et à la prise en charge économique des régions séparatistes. Pour Moscou, la signature de la « formule Steinmeier » constitue un moyen de reprendre l'initiative diplomatique face au nouveau pouvoir ukrainien, qui reste largement soutenu par les chancelleries occidentales (*Riddle*, 9 octobre 2019).

Moyen-Orient

Selon M. Soutchkov, expert associé au RIAC, la Russie a appris trois leçons dans ses rapports parfois difficiles avec la Turquie : montrer une compréhension des dossiers sensibles pour Ankara ; établir des lignes rouges claires ; tirer parti des erreurs faites par d'autres acteurs (les États-Unis) et utiliser le contraste à son avantage. Moscou conservera cette stratégie après l'incursion militaire turque en territoire kurde syrien. La Russie voudra s'assurer, d'une part, de l'avenir du Comité constitutionnel syrien et, d'autre part, que l'opération turque n'attise pas davantage le séparatisme kurde. Enfin, **en n'empêchant pas la Turquie de lancer son offensive militaire, Moscou fragilise les relations de Washington avec Ankara et les Kurdes. À court terme, les médiations entre le régime syrien et les Kurdes, et entre Damas et Ankara, devraient lui permettre de consolider sa stature régionale** (*Al-Monitor*, 8 octobre 2019).

R. Mamedov, du RIAC, estime que les deux priorités de Moscou pour sortir de la crise en Syrie devraient être la mise en place de négociations entre Ankara et Damas, mais aussi la réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe et une plus grande implication de l'Arabie saoudite dans le règlement du conflit pour limiter le poids de l'Iran et de la Turquie (*TASS*, 21 octobre 2019).

Le directeur du RIAC A. Kortounov considère que **Moscou doit élaborer une stratégie de long terme pour conserver et étendre son influence au Moyen-Orient au-delà de la sphère sécuritaire**, notamment dans le domaine énergétique. Pour pondérer l'influence croissante de la Chine dans la région, il serait pertinent de développer la coopération économique entre les pays du Moyen-Orient et l'Union économique eurasiatique et d'associer certains pays à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ou aux BRICS. Enfin, Moscou devrait élargir l'éventail de ses partenaires régionaux aux sociétés civiles, universités et groupes de réflexion (*Russian International Affairs Council*, 1^{er} octobre 2019).

Pour l'expert militaire Iou. Netkatchev, la baisse du budget de la défense pour la période 2020-2022 (prévue dans un récent projet de loi) préfigure une diminution de l'engagement militaire russe en Syrie (*Nezavissimaïa Gazeta*, 13 octobre 2019).

Afrique

Pour A. Leonkov d'*Arsenal Otetchestva*, le regain d'attractivité réciproque entre la Russie et l'Afrique subsaharienne est lié au changement de paradigme opéré par Moscou : à la différence de l'Union soviétique, **la Russie ne se comporte plus comme une « organisation humanitaire » prête à sacrifier ses soldats et ressources en échange d'une loyauté inconditionnelle. Elle agit désormais avec pragmatisme, exigeant des contreparties** pour les ventes d'armes et le déploiement d'instructeurs,

Points clés

- La coopération russo-chinoise en matière de systèmes d'alerte précoce permettrait certes de mieux prévenir le risque de frappe nucléaire américaine, mais elle risque aussi d'entraîner une course aux armements si la Chine adopte une posture nucléaire plus offensive et développe son bouclier antimissile.

sans pour autant « vassaliser » les États partenaires (*Krasnaïa Zvezda*, 22 octobre 2019).

Pour l'expert militaire I. Polonski, malgré les dénégations officielles, **la présence actuelle de membres de sociétés militaires privées et d'instructeurs militaires russes au Mozambique n'est pas à exclure**. Elle permettrait de garantir la sécurisation des projets économiques russes. Moscou aurait aussi intérêt à déployer ses navires de guerre dans les ports du pays afin de contrôler le sud-ouest de l'océan Indien. Le Mozambique pourrait également constituer un avant-poste de la Russie pour d'éventuelles interventions dans les pays voisins (*Voïennoe Obozrenie*, 3 octobre 2019).

I. Polonski estime que **la Russie est mieux positionnée que la France dans la « compétition pour le Soudan »** de par son soutien constant aux autorités du pays et l'importance croissante de la coopération militaire bilatérale (ventes d'armes et envoi d'instructeurs militaires russes). En outre, **il est probable que Moscou implante un point d'appui, voire une base navale dans le pays dans un avenir proche** pour disposer d'un accès direct à l'Océan indien (*Voïennoe Obozrenie*, 13 octobre 2019).

Asie

Selon D. Stefanovitch du RIAC, **l'assistance russe à la Chine dans la création d'un système d'alerte précoce** (évoquée par V. Poutine à la dernière rencontre du Club Valdai à Sotchi) **pourrait se traduire par des prestations de conseil, le développement de protocoles d'échanges de données entre les systèmes des deux pays ou par la livraison à la Chine de radars terrestres**. Certes, cette coopération permettrait de mieux répondre aux menaces pesant sur les deux pays (en particulier depuis l'abandon du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire, qui pourrait conduire Washington à déployer des missiles balistiques de moyenne portée en Asie-Pacifique). Cependant, elle pourrait aussi entraîner une course (qualitative) aux armements si, en parallèle, la Chine revoit sa doctrine nucléaire en faveur des frappes préemptives et développe son bouclier antimissile (*Russian International Affairs Council*, 7 octobre 2019).

A. Baklitski, consultant du PIR-Center, estime **que cette coopération pourrait se matérialiser par la conception de nouveaux radars d'alerte** (probablement de la gamme *Voronej*), **voire de satellites**. Dans un avenir plus lointain, les deux pays pourraient intégrer leurs systèmes d'alertes respectifs. **La prise de risque est limitée pour Moscou : d'une part, le système serait dirigé contre les États-Unis. D'autre part, il ne jouerait pas un rôle déterminant en cas d'hypothétique conflit entre la Russie et la Chine** car les deux pays utiliseraient en premier lieu des missiles de courte et moyenne portées, tandis que le système d'alerte russe est destiné à détecter les lancements de missiles balistiques intercontinentaux (*RBK*, 9 octobre 2019).

V. Mourakhovski d'*Arsenal Otetchestva* estime pour sa part qu'il s'agit de fournir un logiciel et d'autres technologies, mais en aucun cas d'une intégration des systèmes russes et chinois (*Vedomosti*, 6 octobre 2019).

Énergie

Pour K. Simonov, directeur de la Fondation pour la sécurité énergétique, Moscou et Kiev ont tout intérêt à trouver rapidement une issue à leur différend gazier. **Gazprom doit parvenir à un accord pour conserver sa réputation de fournisseur fiable**, dans un contexte où le marché énergétique européen est de plus en plus concurrentiel. Pour sa part, en cas d'interruption des livraisons de gaz russe, **l'Ukraine risque de se heurter à une pénurie de gaz en hiver**. Elle ne pourra probablement pas la combler par l'acheminement de gaz de Slovaquie (*reverse flow*) : le coût de celui-ci serait élevé, et les infrastructures probablement insuffisantes. Le président Zelensky cherchera probablement à éviter une telle situation pour préserver son capital politique. **Trouver une issue sera cependant difficile sans restructurer la direction de Naftogaz**, qui s'oppose actuellement à tout compromis (*Club Valdai*, 4 octobre 2019).

Points clés

- La Russie aurait intérêt à s'imposer comme un acteur énergétique majeur dans le Machrek en s'impliquant massivement dans les projets gaziers du bassin Levantin. Elle doit également veiller à ne pas détériorer ses relations avec la Turquie dans la perspective de l'exploitation de gisements dans l'Ouest syrien.

Pour V. Katona et R. Mamedov du RIAC, Moscou doit élaborer une stratégie énergétique unifiée pour le Machrek. La mobilisation de l'ensemble de ses atouts (liens avec tous les acteurs régionaux, implication dans les projets d'hydrocarbures, construction de centrales nucléaires...) lui permettrait d'y consolider son influence. En particulier, **la Russie aurait intérêt à prendre part à la majorité des projets gaziers dans le bassin Levantin et à devenir l'opérateur principal du futur gazoduc East Med. Elle conserverait ainsi un rôle clé dans la régulation des prix du gaz en Europe.** En outre, elle pourrait s'imposer comme médiateur incontournable dans les différends opposant les différents pays impliqués dans ce projet. Enfin, **la Russie doit maintenir de bonnes relations avec tous les États de la région, y compris la Turquie, dans la perspective de découverte de nouveaux gisements** sur le plateau continental syrien (*Club Valdai*, 7 octobre 2019).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées